

# Ville de Cuers

## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2018

### Budget Principal & Budgets Annexes

Séance du conseil municipal du 22 février 2018.



#### Loi de finances

Loi n°2017-1837 du 30/12/2017 de  
finances pour 2018



#### Rétrospective

Evolution de ratios de gestion 2008 -2017



#### Prospective

Projection des ratios de gestion 2017 - 2022

# SOMMAIRE

## Rapport d'orientations budgétaires

- D.O.B. : rappel des dispositions réglementaires..... p. 1
- La loi de finances 2018..... p. 2
- La structure de la dette..... p. 6
- La structure des effectifs..... p. 9
- La rétrospective..... p. 12
- La prospective..... p. 15
- Les orientations 2018..... p. 18



# DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

## RAPPEL REGLEMENTAIRE

● Dans les 2 mois précédant le vote du budget, le conseil municipal est appelé à débattre sur les orientations à définir dans le budget primitif de l'année

● La loi NOTRe, promulguée le 07/08/2015 en a modifié les modalités de présentation.

La présentation d'un rapport d'orientations budgétaires (ROB) est désormais obligatoire

● Le rapport doit présenter :

- ✓ les engagements pluriannuels envisagés
- ✓ la structure et la gestion de la dette
- ✓ Les évolutions des dépenses et des effectifs
- ✓ Le ROB doit faire l'objet d'une publication, il doit également être transmis au Président de l'EPCI dont la commune est membre
- ✓ L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement
- ✓ L'évolution du besoin de financement

● La commune de Cuers effectue ce rapport depuis plusieurs années et l'a enrichi dès 2016 des éléments budgétaires complémentaires

Tout comme le ROB 2017, le ROB de 2018 fera l'objet d'une publication sur le site de la ville

# La LOI de FINANCES 2018

● **La loi de finances (LFI) 2018** doit respecter les lois de programmation pluriannuelle des finances publiques (LPPFP). La LPPFP a été promulguée le 22/01/2018 et met en place pour la période 2018-2022 le cadre opérationnel de la loi organique relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques

● **Les principales dispositions de la LPPFP 2018-2022:**

- La mise en place de deux objectifs en matières de finances locales et une procédure de contractualisation avec les 300 collectivités ou groupements les plus grands
- Elle fixe le montant maximal de l'ensemble des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales
- Elle introduit une nouvelle règle prudentielle qui doit permettre d'améliorer la capacité d'autofinancement des collectivités territoriales

# La LOI de FINANCES 2018

## LES DOTATIONS 2018

### La dotation nationale de péréquation (DNP)

➡ Montant Cuers 2017: 333 182 €

La DNP est maintenue selon les mêmes modalités de calcul qu'en 2017 : elle est fonction du potentiel financier par habitant, de l'effort fiscal et d'une valeur de point . Cuers devrait ainsi percevoir une dotation d'un montant équivalent à celui de 2017.

### La dotation de solidarité urbaine (DSU)

➡ Montant Cuers 2017 : 289 980 €

#### Abondement de la DSU réduit de moitié par rapport à 2017

La proportion de communes éligibles parmi celles de + de 10 000 habitants concerne les deux premiers tiers. Ainsi, Cuers devrait bénéficier d'une dotation de solidarité urbaine équivalente à celle de l'exercice 2017.

### La dotation forfaitaire : une baisse compensée

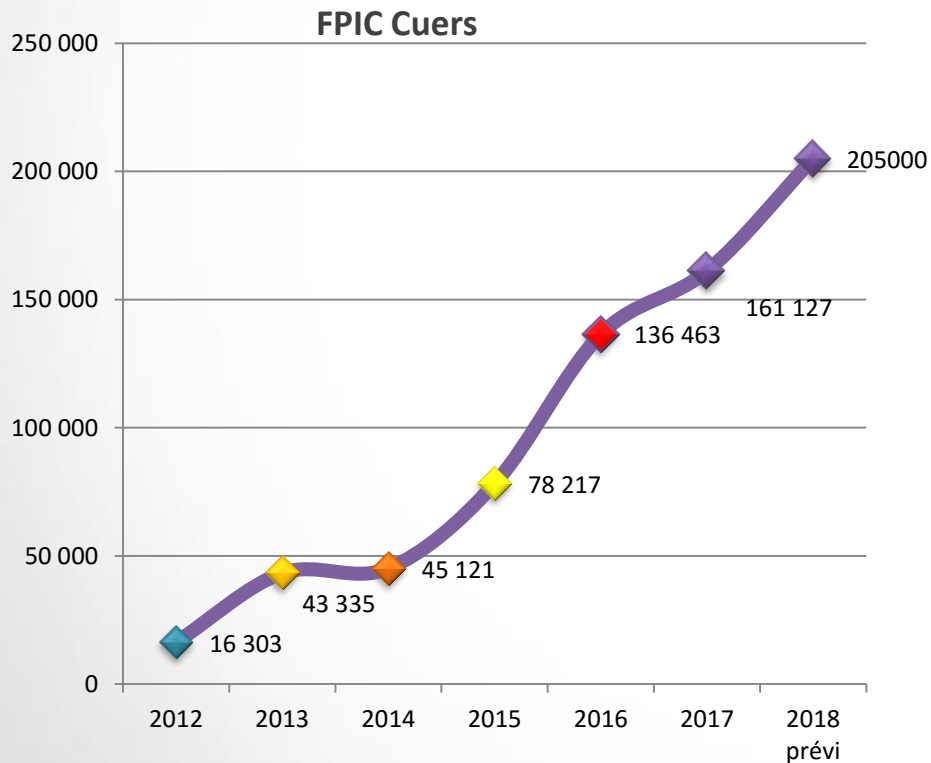
Malgré les 13 milliards d'économie annoncé sur les dotations à horizon 2022, la baisse du montant de la dotation globale de fonctionnement est compensé par le transfert d'une fraction de TVA aux régions. Le montant de la DGF 2018 pour Cuers devrait ainsi être semblable à celui de 2017.



DF Cuers 2013	DF Cuers 2014	DF Cuers 2015	DF Cuers 2016	DF Cuers 2017	DF prévi Cuers2018
1 197 134 €	1 095 968 €	856 773 €	643 873 €	525 482 €	525 000€

# La LOI de FINANCES 2018

## FONDS DE PEREQUATION INTERCOMMUNAL et COMMUNAL




- Créé en 2012, le FPIC met à contribution **les territoires intercommunaux** dont le potentiel financier par habitant (pondéré selon la population par une formule logarithmique) est supérieur à 90% de la moyenne nationale.
- Depuis 2013, le montant du prélèvement est modulé en fonction du revenu par habitant. Les montants collectés sont reversés aux territoires considérés comme les plus défavorisés au vu de 3 critères : potentiel financier, revenu par habitant et effort fiscal
- La loi de finances 2018 maintien encore cette année le montant du FPIC à **1 Md€**

➡ **Montant Cuers 2018 estimé : 205 000 €**

# La LOI de FINANCES 2018


## LE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT

 **Le fonds de soutien à l'investissement local (FSIL)** créé en 2016, il est doté de 665 M€ ( 500 M€ en 2016 et 600 M€ en 2017).

Il a pour objectifs le soutien aux grandes priorités d'investissement définies en 2017 (y compris les contrats de ruralité) mais également depuis cette année le soutien à la création, la transformation et la rénovation des bâtiments scolaires.

➡ Le FSIL est attribué par le préfet de région

 Le FCTVA est estimé à 5,6 Md€ en 2018

 Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR): Abaissement à 100 000 €, contre 150 000 €, du montant de la DETR exigeant l'avis de la commission formée de représentants des maires, des présidents d'EPCI à fiscalité propre, de députés et de sénateurs.

## LA FISCALITE DIRECTE LOCALE

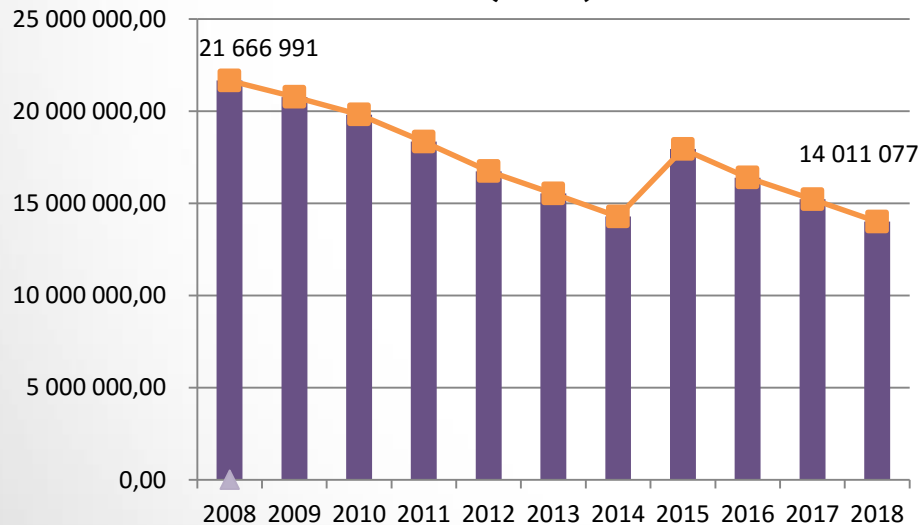
Réforme de la taxe d'habitation sur la résidence principale: un dégrèvement à hauteur de 30% pour 80% environ des foyers concernés par cette taxe est prévu dès 2018.

A la différence d'une exonération, le dégrèvement n'entraîne aucune perte de recettes fiscales pour la commune, celui-ci étant compensé par l'Etat sur la base du taux d'imposition de 2017.

# La STRUCTURE DE LA DETTE

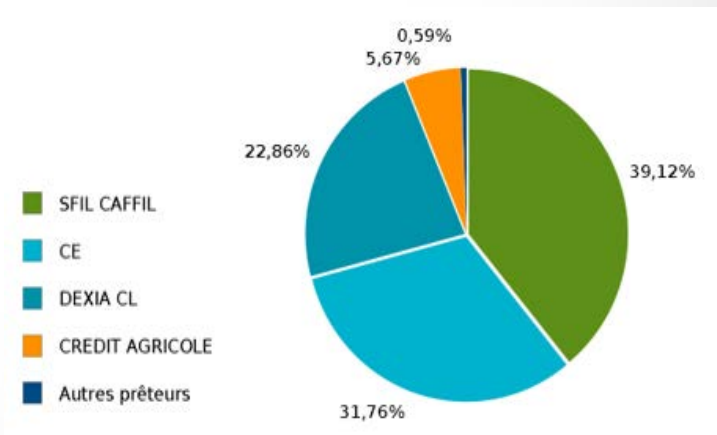
## EVOLUTION DE LA DETTE CONSOLIDÉE (TOUS BUDGETS)

Stock de la dette consolidée au  
01/01 (en €)



Refinancement de l'emprunt toxique Dual Monétaire sur une durée de 15 ans et avec un taux d'intérêts à 2,35 %. Cette opération permet à la commune de sécuriser ses emprunts et de retrouver des marges de manœuvres.

Dette par prêteur :





# La STRUCTURE DE LA DETTE

## STRUCTURE DE LA DETTE CONSOLIDÉE (TOUS BUDGETS)

La commune a 25 emprunts en cours de remboursement répartis comme suit :

BUDGET	CRD au 1/1/2018	Taux Moyen	Durée résiduelle
VILLE	12 324 244,41 €	3,56 %	16 ans
ASSAINISSEMENT	856 602,99 €	3,89 %	12 ans
EAU	830 229,87 €	4,09 %	12 ans
<b>Total</b>	<b>14 011 077,27 €</b>		

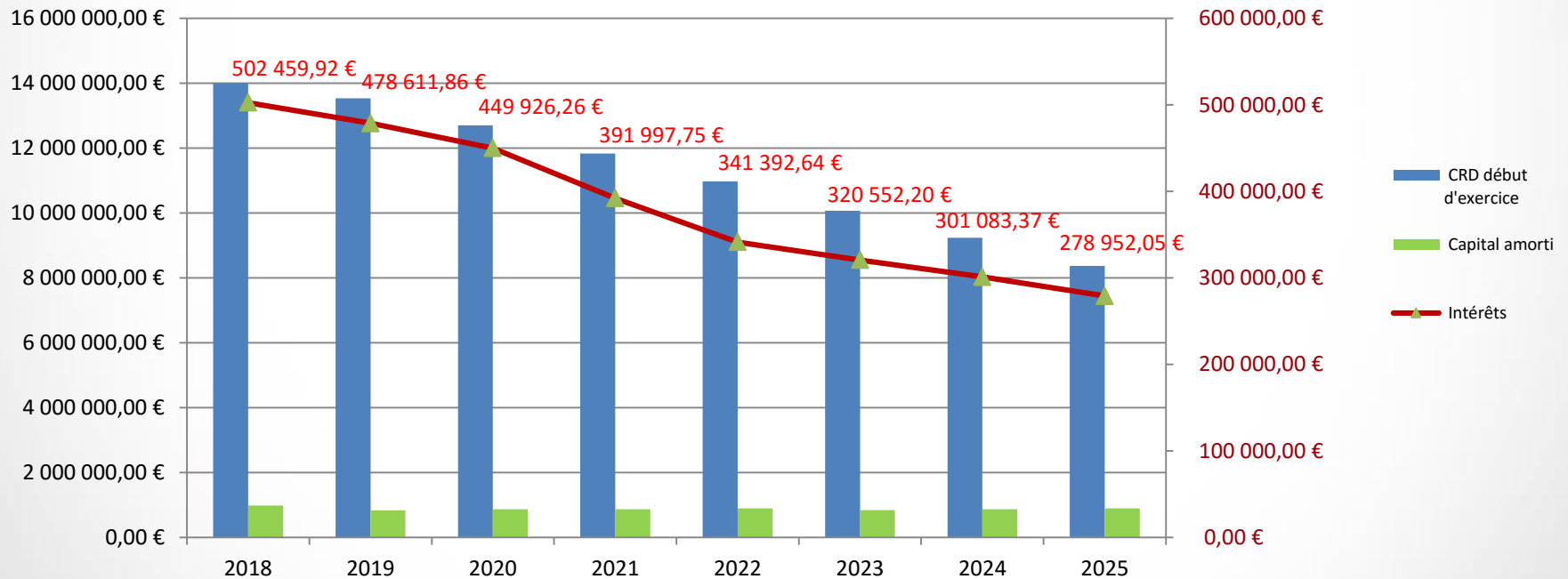


Le CCAS a terminé le remboursement de sa dette en 2017.

Type	CRD au 1/1/2018	% d'exposition	Taux moyen
Fixe	9 053 665.98 €	64,62 %	<b>3,96 %</b>
Fixe à phase	141 584.72 €	1,01 %	<b>2,33 %</b>
Barrière	2 997 693.32 €	21,40 %	<b>3,75 %</b>
Change (indexé sur parité EUR/CHF)	1 818 133.25 €	12,98 %	<b>11,13 %</b>
<b>Ensemble</b>	<b>14 011 077.27 €</b>	<b>100,00 %</b>	<b>4,83 %</b>

# La STRUCTURE DE LA DETTE

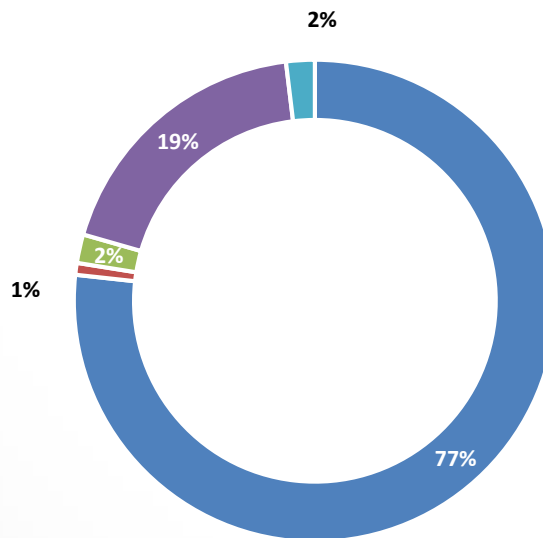
PROFIL D'EXTINCTION DE LA DETTE CONSOLIDÉE [2018 – 2025] tous budgets



# La STRUCTURE DES EFFECTIFS

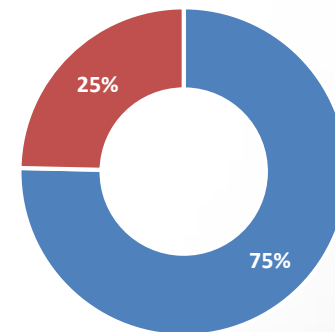
## Structure de la rémunération brute 2017 des agents titulaires

- TRAITEMENT DE BASE INDICIAIRE
- NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE
- INDEMNITES DE RESIDENCE ET SUPPLEMENT FAMILIAL
- REGIME INDEMNITAIRE
- HEURES SUPPLEMENTAIRES



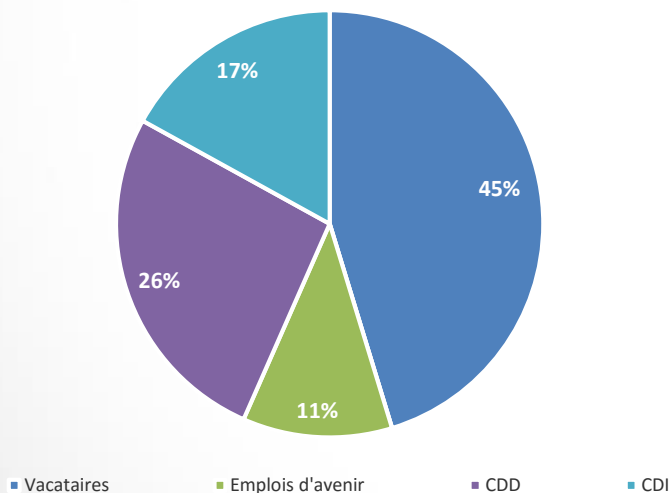
## Répartition entre titulaires et non titulaires au 31/12/2017

- TITULAIRES
- NON TITULAIRES



# La STRUCTURE DES EFFECTIFS

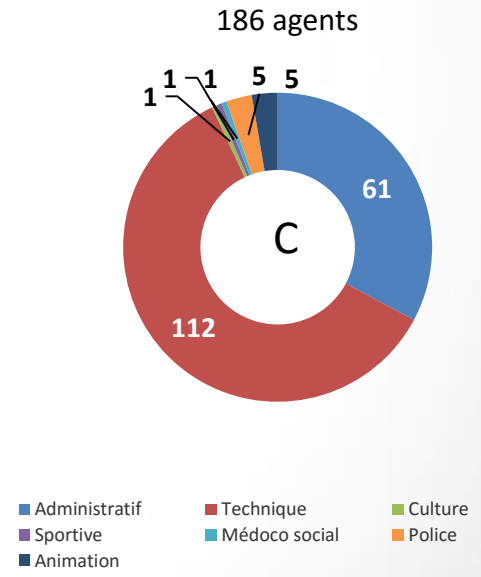
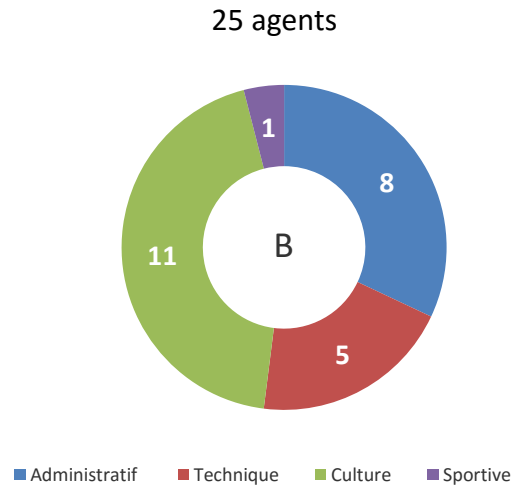
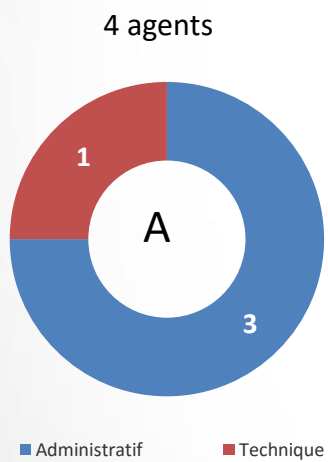
Répartition des agents non titulaires au 31/12/2017



- Les agents en CDI concernent les professeurs de l'école de musique
- Les agents vacataires concernent les agents des écoles

# La STRUCTURE DES EFFECTIFS

REPARTITION PAR CATEGORIE ET PAR FILIERE au 31/12/2017 (en nombre d'agents)



NB : Filière culture => 11 professeurs de musique

EFFECTIF TOTAL : 215 agents

# LA RETROSPECTIVE

PERIODE 2008 - 2017

Une dégradation de l'épargne nette entre 2014 (perte de la DSC) et 2015 malgré des efforts pour contenir les charges, puis un retour à une épargne nette positive en 2016 et 2017 (DSC respectivement de 477 K€ et 640 K€).

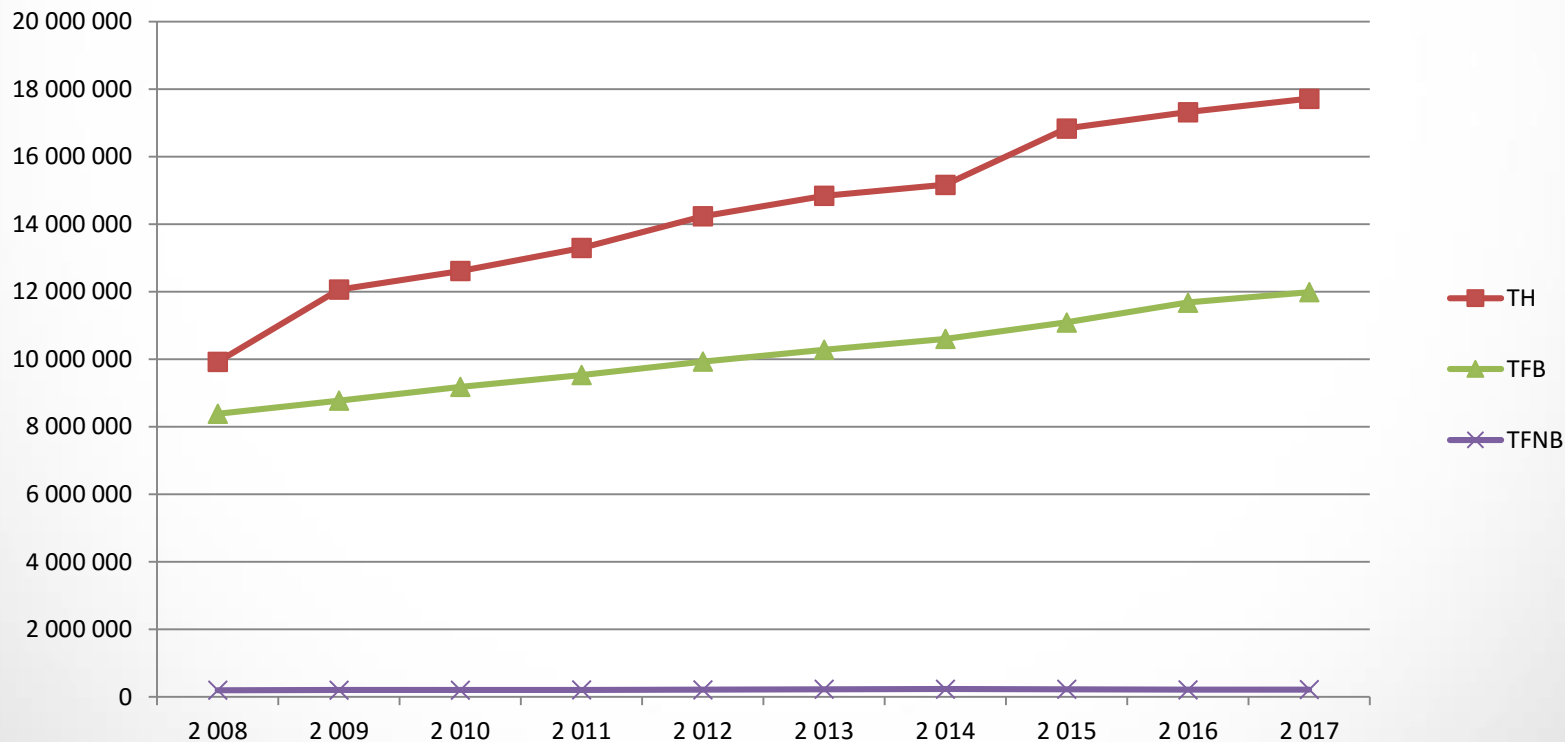
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Evolution taux d'imposition</b>		0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Produit TH TFB TFNB	4 660 209	5 172 118	5 443 578	5 659 028	5 956 283	6 158 303	6 304 187	6 785 581	7 110 783	7 252 786
Autres impôts et taxes	2 879 582	3 505 255	3 677 440	4 128 424	4 699 785	4 070 554	2 441 932	2 502 403	2 984 524	3 101 348
Produit des services	523 634	705 204	228 306	418 508	386 258	399 318	425 035	491 941	643 502	594 385
Dotations et participations	2 249 660	2 764 084	2 710 470	2 109 171	2 139 900	2 141 608	2 139 701	1 763 059	1 896 653	1 744 402
Autres Produits (dont tvx en régie)	686 964	918 114	988 331	1 039 853	888 424	1 114 923	1 216 348	949 938	798 848	808 802
<b>Total Produits de fonctionnement</b>	<b>11 000 049</b>	<b>13 064 775</b>	<b>13 048 124</b>	<b>13 354 985</b>	<b>14 070 650</b>	<b>13 884 705</b>	<b>12 527 203</b>	<b>12 492 923</b>	<b>13 434 310</b>	<b>13 501 724</b>
<b>Evolution des produits</b>		18,8%	-0,1%	2,4%	5,4%	-1,3%	-9,8%	-0,3%	7,5%	0,5%
Charges de personnel	5 503 684	5 413 018	5 396 546	5 653 661	5 988 579	6 312 103	6 411 348	6 398 942	6 438 489	6 791 288
		-1,6%	-0,3%	4,8%	5,9%	5,4%	1,6%	-0,2%	0,6%	5,5%
Charges à caractère général	3 008 987	3 013 174	3 287 476	2 167 699	2 504 911	2 810 699	2 675 116	2 674 476	2 678 646	2 696 243
Autres charges	1 514 547	1 596 872	1 521 207	1 443 279	1 631 133	1 864 110	1 929 483	1 810 011	1 907 471	1 576 643
<b>Total Charges de fonctionnement</b>	<b>10 027 217</b>	<b>10 023 063</b>	<b>10 205 230</b>	<b>9 264 639</b>	<b>10 124 622</b>	<b>10 986 913</b>	<b>11 015 948</b>	<b>10 883 430</b>	<b>11 024 606</b>	<b>11 064 174</b>
		0,0%	1,8%	-9,2%	9,3%	8,5%	0,3%	-1,2%	1,3%	0,4%
<b>Epargne de fonctionnement</b>	<b>972 832</b>	<b>3 041 712</b>	<b>2 842 894</b>	<b>4 090 346</b>	<b>3 946 028</b>	<b>2 897 792</b>	<b>1 511 256</b>	<b>1 609 493</b>	<b>2 409 703</b>	<b>2 437 550</b>
Intérêts de la dette	735 006	552 094	526 507	707 482	629 774	608 557	611 024	952 406	774 632	720 464
<b>Epargne brute</b>	<b>237 826</b>	<b>2 489 619</b>	<b>2 316 387</b>	<b>3 382 864</b>	<b>3 316 253</b>	<b>2 289 235</b>	<b>900 231</b>	<b>657 088</b>	<b>1 635 072</b>	<b>1 717 086</b>
Capital de la dette	992 251	980 787	1 005 036	1 134 494	725 311	760 289	812 830	989 013	1 064 992	1 019 231
<b>Epargne nette</b>	<b>-754 425</b>	<b>1 508 831</b>	<b>1 311 352</b>	<b>2 248 370</b>	<b>2 590 942</b>	<b>1 528 947</b>	<b>87 401</b>	<b>-331 926</b>	<b>570 080</b>	<b>697 855</b>
Recettes d'investissement hors emprunt	1 196 111	894 084	685 798	2 384 760	6 569 951	2 263 987	1 131 931	1 690 654	1 558 440	1 749 425
Dépenses d'équipement	1 243 135	1 040 960	656 585	1 274 176	7 086 274	5 754 253	6 675 828	3 405 860	1 285 914	2 341 172
Emprunt mobilisé	500 000						3 372 000	1 628 000	0	0

# LA RETROSPECTIVE

PERIODE 2008 – 2017

L'évolution des bases fiscales

## Evolution des bases TH TF TFNB

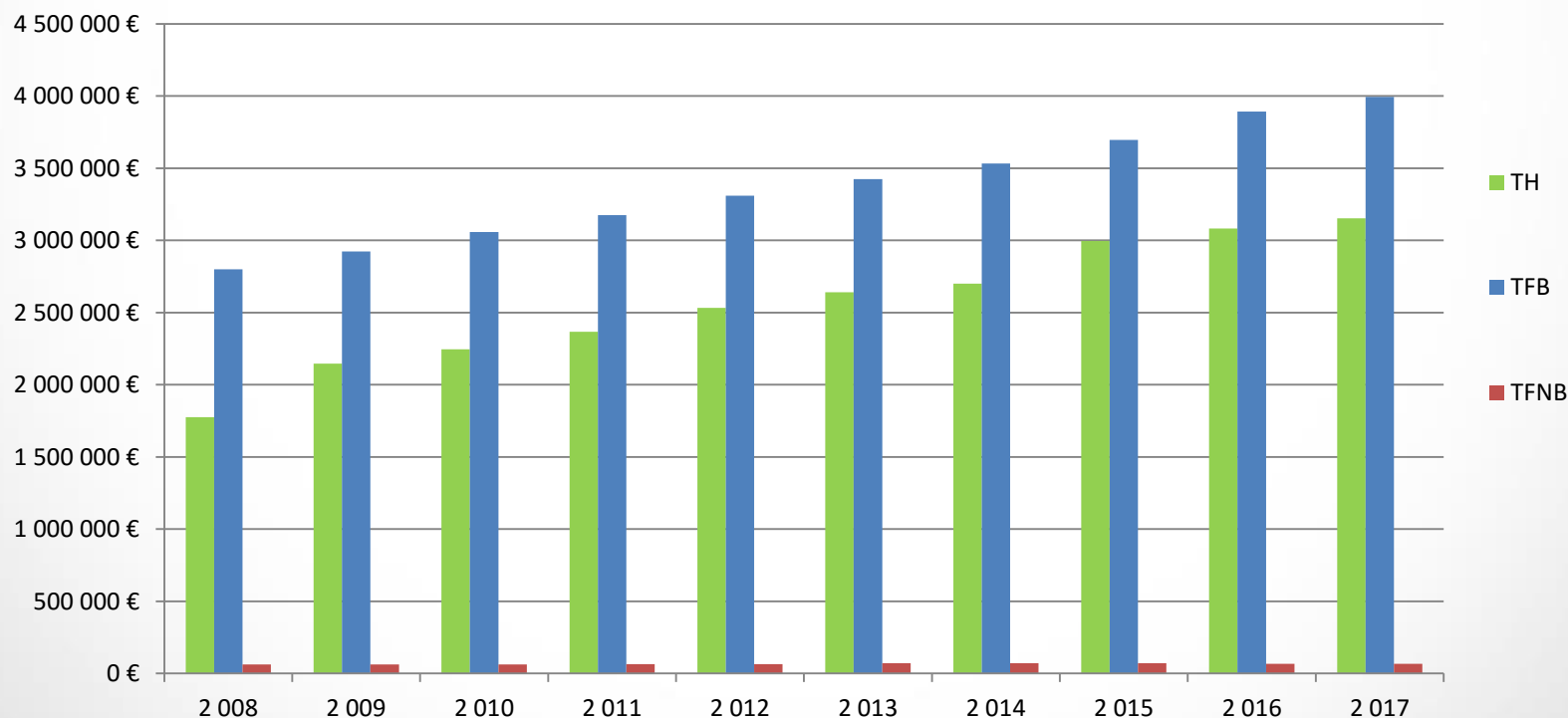


# LA RETROSPECTIVE

PERIODE 2008 – 2017

L'évolution des produits fiscaux

## Evolution des produits TH TFB TFNB





# LA PROSPECTIVE

PERIODE 2017 – 2022

H  
Y  
P  
O  
t  
h  
è  
s  
e  
S  
D  
,  
é  
v  
o  
|  
u  
t  
i  
o  
n

## ● Recettes de fonctionnement :

- ❖ Pas d'augmentation des taux d'imposition
- ❖ Evolution des produits fiscaux : + 1,5%/an
- ❖ Evolution des dotations : DGF stable en 2018 puis - 10%/an; DSC en baisse à partir de 2018 (230 000,00€ puis 150 000,00 € les années suivantes) ; baisse des participations suite au retrait du dispositif des contrats aidés, baisse des produits relatifs à la mise à disposition de personnel auprès de la communauté de communes dès 2018 (avenant à la convention en cours)
- ❖ Evolution des autres produits : Baisse des produits relatifs aux régies droit de place et activités sportives; + 1 % d'évolution pour les autres produits des services à compter de 2018; +1,7 % pour les autres produits de gestion courante

## ● Charges de fonctionnement :

- ❖ Dépenses de personnel : pas d'évolution, conformément à la politique de gestion des ressources humaines mise en place au sein de la Commune
- ❖ Charges à caractère général : Evolution de +1,2% à partir de 2018
- ❖ FPIC et Prélèvement SRU : Montée en charge du FPIC en 2018 puis évolution stabilisée à +2% les années suivantes; montée en charge du prélèvement SRU en 2018 puis augmentation de 5% les années suivantes
- ❖ Autres charges de gestion courante : diminution en raison de la baisse de la subvention au budget CCAS (fin des emprunts en 2017) et de la baisse de la contribution au SDIS (-10%)
- ❖ Intérêts de la dette : prise en compte du refinancement de l'emprunt toxique

## ● Recettes d'investissement :

- ❖ Calcul d'un FCTVA prévisionnel, subventions estimées à 300 000€ en 2018; recettes d'investissement courant (Taxe d'aménagement, amendes de police)

## ● Dépenses d'équipement :

- ❖ Enveloppe d'investissement « courant »
- ❖ Réaménagement du quartier Sainte Marthe en 2018
- ❖ Etudes en vue de la construction d'un pôle culturel
- ❖ Désamiantage et Démolition de l'ancienne école Jean Moulin

# LA PROSPECTIVE

PERIODE 2017 - 2022



Prospective basée à partir du **compte administratif prévisionnel 2017**

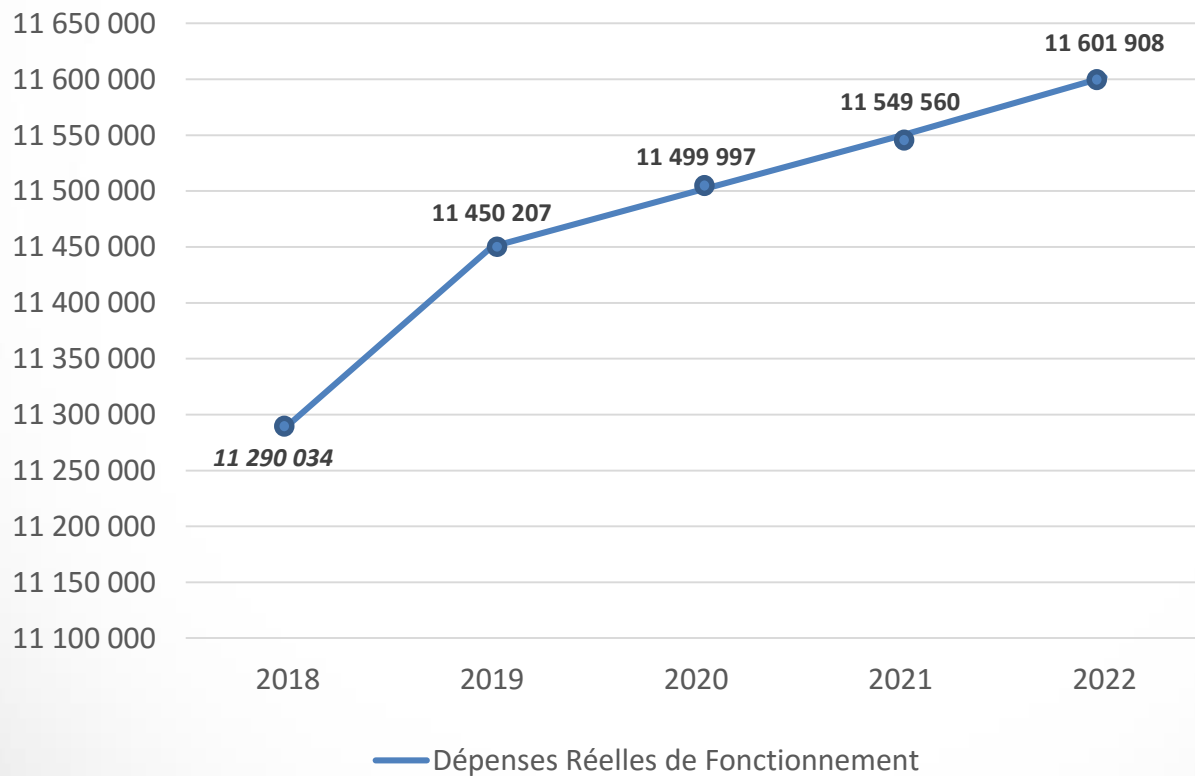
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Evolution taux d'imposition</b>	0%	0%	0%	0%	0%	0%
<b>Evolution du produit fiscal</b>		1,50%	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
Produits TH TFB TFNB	7 252 786	7 361 578	7 472 001	7 584 081	7 697 843	7 813 310
Dotation de solidarité communautaire	640 970	230 000	150 000	150 000	150 000	150 000
Autres impôts et taxes	2 460 378	2 425 995	2 432 911	2 439 913	2 447 000	2 454 175
Produit des services	594 385	376 084	379 539	383 291	387 085	390 920
Dotations et participations	1 744 402	1 584 582	1 532 082	1 484 832	1 442 307	1 404 034
Autres Produits (dont tvx en régie)	808 802	650 929	660 461	670 151	680 001	690 014
<b>Total Produits de fonctionnement</b>	<b>13 501 723</b>	<b>12 629 167</b>	<b>12 626 994</b>	<b>12 712 268</b>	<b>12 804 235</b>	<b>12 902 455</b>
<b>Evolution des produits</b>		<b>-6,5%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,8%</b>
Charges de personnel	6 791 288	6 791 288	6 791 288	6 791 288	6 791 288	6 791 288
<b>Evolution des dépenses de personnel</b>		<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
Charges à caractère général	2 696 243	2 802 918	2 857 280	2 891 182	2 925 596	2 960 533
Autres charges	1 576 643	1 695 828	1 801 638	1 817 527	1 832 675	1 850 086
<b>Total Charges de fonctionnement</b>	<b>11 064 174</b>	<b>11 290 034</b>	<b>11 450 207</b>	<b>11 499 997</b>	<b>11 549 560</b>	<b>11 601 908</b>
<b>Evolution des charges</b>		<b>2,0%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,5%</b>
<b>Epargne de fonctionnement</b>	<b>2 437 550</b>	<b>1 339 134</b>	<b>1 176 787</b>	<b>1 212 271</b>	<b>1 254 676</b>	<b>1 300 547</b>
Intérêts de la dette	720 464	437 446	418 235	394 349	342 361	297 597
<b>Epargne brute</b>	<b>1 717 086</b>	<b>901 688</b>	<b>758 552</b>	<b>817 922</b>	<b>912 315</b>	<b>1 002 950</b>
Capital de la dette	1 019 231	850 000	698 692	723 096	748 717	775 002
<b>Epargne nette</b>	<b>697 855</b>	<b>51 688</b>	<b>59 860</b>	<b>94 826</b>	<b>163 598</b>	<b>227 948</b>
Recettes d'investissement hors emprunt	1 749 425	1 562 000	451 875	589 730	348 800	299 360
Capacité de financement disponible	2 441 440	1 626 477	511 811	684 632	512 674	527 384
Dépenses d'équipement	2 341 172	1 770 000	2 870 000	320 000	320 000	320 000
Besoin de financement	0	143523	2 358 189	0	0	0
Excédent de financement	100268	0	0	364 632	192 674	207 384
Emprunt à mobiliser	0	0	2 400 000	0	0	0



# LA PROSPECTIVE

PERIODE 2017 - 2022

## Dépenses Réelles de Fonctionnement



# Les ORIENTATIONS 2018

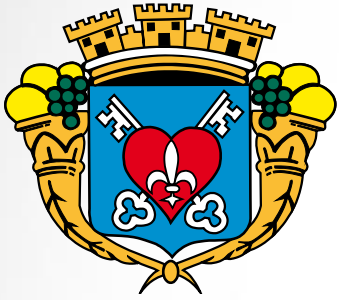
## BUDGET 2018 : LES PRIORITES

### EN FONCTIONNEMENT

- La priorité demeure de ne pas augmenter les taux d'imposition tout en maîtrisant les charges de fonctionnement.  
 Pour ce faire, plusieurs dispositions ont été prises : privatisation de l'entretien de certains bâtiments communaux, maintien des dépenses de personnel à un niveau stable pour assurer un coefficient rigidité correct, mise en concurrence systématique pour les dépenses au-delà d'un certain montant, etc...
- Grace au refinancement de l'emprunt toxique, la commune a pu retrouver des marges de manœuvres, notamment en fonctionnement.  
 Ainsi, un marché pour le nettoyage intensif du centre ville a été lancé, des travaux de voiries seront effectués et une enveloppe spécifique sera attribuée pour l'entretien courant des écoles (avec une équipe dédiée) , entre autres.
- Budget Eau** : entretien des poteaux incendies, relevé topographique - repérage des réseaux classe A.
- Budget Assainissement** : travaux d'entretien des réseaux, contrôle de réception des réseaux d'assainissement, gestion patrimoniales des réseaux d'assainissement.

### EN INVESTISSEMENT

- Le projet phare entamé dès cette année sera la création d'un pôle culturel pour notre commune qui se situera à la place de l'ancienne école Jean Moulin. Ce bâtiment comportera plusieurs espaces : une salle polyvalente, des salles dédiées aux associations, une bibliothèque et enfin une école musique.
- Le parc « les petits lutins » sera déplacé pour offrir des places de stationnement supplémentaires.
- Certains biens immobiliers seront cédés (étude en cours par les services municipaux).
- Des études seront entamées pour la future zone d'activités économique Saint Lazare
- La poursuite du déploiement du dispositif de vidéosurveillance
- Réaménagement du quartier Sainte Marthe
- Budget Eau** : Maillage du quartier du Haut Pas Redon, recherche de nouvelles ressources en eau, extension réseaux eau potable
- Budget Assainissement** : Etudes et travaux de désodorisation de la station d'épuration, études géotechniques (poste de relevage).



**RAPPORT**

**2**

**D'ORIENTATIONS**

**0**

**1**

**BUDGETAIRES**

**8**